



NIV 1 - 19/7

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALE

UNSA COLLECTION

Distr.
GENERALE

A/32/333

11 novembre 1977

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-deuxième session
Point 81 de l'ordre du jour

PACTES INTERNATIONAUX RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME

Rapport de la Troisième CommissionRapporteur : M. Fuad M. AL-HINAI (Oman)

I. INTRODUCTION

1. A sa 5ème séance plénière, le 23 septembre 1977, l'Assemblée générale a renvoyé à la Troisième Commission le point 81 intitulé :

"Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme :

a) Rapport du Comité des droits de l'homme;

b) Etat du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques : rapport du Secrétaire général."

2. Le Comité a examiné ce point à ses 30 à 33ème et 37ème séances, tenues les 26 et 27 octobre et 2 novembre. Les vues exprimées par les représentants des Etats Membres au sujet de cette question sont consignées dans les comptes rendus analytiques de ces séances (A/C.3/32/SR.30 à 33 et 37).

3. La Commission était saisie des documents suivants :

a) Le rapport du Conseil économique et social à l'Assemblée générale /A/32/3/Add.1 (Part II)7;

b) Le rapport du Comité des droits de l'homme pour l'année 1977, présenté à l'Assemblée générale conformément à l'article 45 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques 1/;

c) Le rapport du Secrétaire général sur l'état des Pactes internationaux (A/32/188);

d) Une lettre datée du 18 octobre 1977, adressée au Secrétaire général par le représentant permanent des Etats-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/C.3/32/4);

e) L'état des incidences financières des travaux du Comité des droits de l'homme présenté par le Secrétaire général (A/C.3/32/L.11).

4. Le Directeur de la Division des droits de l'homme a présenté le point 81 à la 30ème séance, le 26 octobre (voir A/C.3/32/SR.30, par. 35 à 39).

II. EXAMEN DE PROJETS DE RESOLUTIONS

5. A la 30ème séance, le 26 octobre, le représentant du Danemark a présenté au nom de l'Allemagne, République fédérale d', du Costa Rica, du Danemark, de l'Equateur et de la Norvège un projet de résolution (A/C.3/32/L.7). Le Canada, la Colombie, l'Italie, les Pays-Bas et le Pérou se sont ultérieurement portés coauteurs de ce projet de résolution, qui se lit comme suit :

"L'Assemblée générale,

Ayant pris acte du rapport du Secrétaire général sur l'état du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques 2/,

Rappelant sa résolution 31/86 du 13 décembre 1976 et en particulier sa conviction que l'entrée en vigueur des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme représente une étape importante dans les efforts déployés sur le plan international pour promouvoir et encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, et contribuera ainsi considérablement à la coopération des Etats aux fins de la réalisation des buts et de l'application des principes de la Charte des Nations Unies,

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-deuxième session, Supplément No 44 (A/32/44 et Corr.1).

2/ A/32/188.

Notant avec satisfaction qu'à la suite de son appel plusieurs Etats Membres ont adhéré aux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme,

Reconnaissant le rôle important du Comité des droits de l'homme en ce qui concerne l'application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et de son Protocole facultatif,

Ayant à l'esprit les importantes responsabilités du Conseil économique et social en ce qui concerne l'application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels,

1. Prend acte en l'appréciant du rapport du Comité des droits de l'homme sur ses première et deuxième sessions 3/ et se déclare satisfaite du sérieux zèle avec lequel le Comité s'acquitte de ses fonctions;

2. Recommande que le Comité des droits de l'homme recherche des normes uniformes en ce qui concerne l'application des dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et de son Protocole facultatif;

3. Prie le Comité des droits de l'homme, la Commission des droits de l'homme, la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités et le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale de prendre les mesures appropriées pour se tenir mutuellement informés de leurs activités respectives;

4. Lance de nouveau un appel à tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait pour qu'ils adhèrent au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ainsi qu'au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et à son Protocole facultatif;

5. Invite les Etats parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques à envisager de faire la déclaration prévue à l'article 41 de ce Pacte;

6. Prie le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa trente-troisième session, un rapport sur l'état du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques;

7. Reconnaît que les crédits nécessaires devraient être prévus afin de permettre au Secrétaire général de fournir le personnel et les moyens appropriés pour assurer le service des Pactes internationaux et du Protocole facultatif."

6. A la 31ème séance, le 26 octobre, le représentant de la Bulgarie a présenté au nom de la Bulgarie, de la Guyane, de l'Irak, de Madagascar, de la Pologne, de la République arabe syrienne, de la République démocratique allemande et de la République-Unie de Tanzanie, un projet de résolution (A/C.3/32/L.9). L'Iran, le Kenya et le Mali se sont ultérieurement joints aux auteurs du projet de résolution, qui se lit comme suit :

"L'Assemblée générale,

Convaincue que les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme constituent les premiers traités internationaux d'application générale ayant force obligatoire dans le domaine des droits de l'homme,

Reconnaissant l'importance de l'entrée en vigueur des Pactes internationaux qui développera sans aucun doute la capacité qu'a l'Organisation des Nations Unies de promouvoir et d'encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, et qui contribuera ainsi considérablement à la coopération des Etats aux fins de la réalisation des buts et de l'application des principes de la Charte des Nations Unies,

Rappelant à cet égard ses résolutions 2200 A (XXI) du 16 décembre 1966 et 3270 (XXIX) du 10 décembre 1974, ainsi que la résolution 31/86 du 13 décembre 1976,

Ayant à l'esprit les importantes responsabilités du Conseil économique et social en ce qui concerne l'application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels,

Reconnaissant le rôle important du Comité des droits de l'homme en ce qui concerne l'application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

Ayant pris acte en l'appréciant du rapport du Comité des droits de l'homme 4/,

Ayant pris acte du rapport du Secrétaire général sur l'état du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques 5/,

Exprimant sa reconnaissance aux Etats qui sont devenus parties aux Pactes internationaux,

4/ Ibid.

5/ A/32/188.

1. Reconnaît l'importance du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ainsi que du Pacte international relatif aux droits civils et politiques comme représentant une étape majeure dans les efforts déployés sur le plan international pour promouvoir le respect et l'observation universels des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

2. Sait gré au Comité des droits de l'homme du travail qu'il a accompli en ce qui concerne l'application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques;

3. Sait gré aux Etats parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui ont coopéré avec le Comité des droits de l'homme;

4. Invite de nouveau tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait à adhérer au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et au Pacte international relatif aux droits civils et politiques;

5. Prie le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa trente-troisième session, un rapport sur l'état du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques."

7. A la 37ème séance, le 2 novembre, le Président a présenté le texte d'un projet de résolution (A/C.3/32/L.16) regroupant les projets de résolutions publiés sous les cotes A/C.3/32/L.7 et L.9. La Commission a adopté ce texte sans opposition à cette séance (voir le paragraphe 8 ci-dessous).

III. RECOMMANDATION DE LA TROISIEME COMMISSION

8. La Troisième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

/...

Etat du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques

L'Assemblée générale,

Convaincue que les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme constituent les premiers traités internationaux d'application générale ayant force obligatoire dans le domaine des droits de l'homme,

Rappelant sa résolution 31/86 du 13 décembre 1976 et en particulier l'importance de l'entrée en vigueur des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme qui représente une étape majeure dans les efforts déployés sur le plan international pour promouvoir et encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, et contribuera ainsi considérablement à la coopération des Etats aux fins de la réalisation des buts et de l'application des principes de la Charte des Nations Unies,

Rappelant à cet égard ses résolutions 2200 A (XXI) du 16 décembre 1966 et 3270 (XXIX) du 10 décembre 1974,

Notant avec satisfaction qu'à la suite de son appel plusieurs Etats Membres ont adhéré aux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme,

Ayant pris acte du rapport du Secrétaire général sur l'état du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, 6/

Ayant à l'esprit les importantes responsabilités du Conseil économique et social en ce qui concerne les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme,

Reconnaissant le rôle important du Comité des droits de l'homme en ce qui concerne l'application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Protocole facultatif s'y rapportant,

Ayant pris acte avec satisfaction du rapport du Comité des droits de l'homme sur ses première et deuxième sessions, 7/

6/ A/32/188.

7/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-deuxième session, Supplément No 44 (A/32/44 et Corr.1).

1. Reconnaît l'importance des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme comme une étape majeure dans les efforts déployés sur le plan international pour promouvoir le respect et l'observation universels des droits de l'homme et des libertés fondamentales;
2. Prend acte avec satisfaction du rapport du Comité des droits de l'homme sur ses première et deuxième sessions et se félicite du sérieux avec lequel le Comité s'acquitte de ses fonctions;
3. Sait gré aux Etats parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui ont coopéré avec le Comité des droits de l'homme;
4. Invite de nouveau tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait à adhérer au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et à envisager la possibilité d'adhérer au Protocole facultatif s'y rapportant;
5. Se félicite de ce que le Comité des droits de l'homme recherche des normes uniformes en ce qui concerne l'application des dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Protocole facultatif s'y rapportant;
6. Prie le Secrétaire général de tenir le Comité des droits de l'homme informé des activités de la Commission des droits de l'homme, de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités et du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale;
7. Prie le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa trente-troisième session, un rapport sur l'état du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques;
8. Rappelle que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques stipule que le Secrétaire général met à la disposition du Comité des droits de l'homme le personnel et les moyens matériels nécessaires pour s'acquitter efficacement de ses fonctions.
